

Vaucluse matin

vauclusematin.com

Samedi 22 janvier 2011

le dauphiné

Avignon & Carpentras

A 84

0,85€

MALAUÈNE : UN RECLASSEMENT PROPOSÉ À HUIT PAPETIERS

Un poste en Pologne pour 450€ mensuels



Pendant plus d'un an, les papetiers de Malaucène ont manifesté pour défendre leurs emplois. Fermée en septembre 2009, l'usine est aujourd'hui en cours de démontage et la CGT dénonce la proposition de reclassement de Schweitzer-Mauduit. Archives Le DL/Christophe AGOSTINI

La direction de Schweitzer-Mauduit a convoqué huit papetiers de Malaucène, salariés protégés, pour leur proposer un reclassement en Pologne. Douze postes sont à pourvoir. La CGT, qui dénonce ces manœuvres, a écrit au préfet au sujet du dossier de revitalisation des Papeteries. Et se prépare à d'autres combats, aux prud'hommes et au tribunal administratif.

P. 3

Malaucène Les papetiers invités à travailler en Pologne pour 400€



Thierry Georges de l'union locale de la CGT de Vaison et Jean-Marc Moulin des papeteries ont écrit au préfet de Vaucluse pour la revitalisation du site de Malaucène.

Le syndicat CGT des Papeteries de Malaucène a modifié ses statuts pour déménager vers l'union locale de Vaison-la-Romaine.

Une mutation rendue obligatoire du fait de l'arrêt de l'usine, mais qui continue d'exister puisque les personnels protégés sont toujours là. Cette décision a été prise en assemblée générale.

Au cours de cette réunion, Jean-Marc Moulin a rendu compte du déplacement sur Quimperlé, maison mère de Schweitzer-Mauduit, qui avait convoqué des salariés pour leur proposer un reclassement en Pologne où la société américaine a l'intention d'installer quatre sites dans ce pays.

Par le contenu des entretiens et des postes d'imprimerie proposés, le syndicaliste démontre que le LIP (lower ignition propensity), testé et développé à Malaucène, sera relancé dans le pays de Chopin.

L'usine continue d'être démontée

Du côté de la direction, on confirme que neuf postes sont à pourvoir à Quimperlé et 12 en Pologne, payés aux salaires locaux soit quelque 400 euros mensuels. Elle ajoute aussi que les machines sont soit vendues, soit à vendre.

Un sentiment des papetiers confirmé par l'immatriculation des camions et autres voitures dont les occupants sont enfermés dans l'usine. Pour les papetiers le démontage continue en vue du transfert en Pologne.

Le syndicat CGT de Malaucène se prépare aux prochains combats contre l'entreprise mère. Ça se passera aux Prud'hommes d'Orange les 1^{er} pour les anciens de la machine à papier et 9 juin pour les 211 salariés concernés par la fermeture de l'usine.

Un autre rendez-vous juridique les attend au tribunal administratif de Nîmes cette fois qui devra statuer sur le recours envers la décision du ministre qui a débouté les salariés protégés en reconnaissant le bien-fondé des licenciements économiques. Analyse que les employés contestent.

PAPETERIES DE MALAUCÈNE La CGT dénonce les manœuvres de Schweitzer-Mauduit

Les papetiers invités à travailler en Pologne pour 450 € mensuels



Thierry Georges de l'Union locale de la CGT de Vaison et Jean-Marc Moulin des papeteries ont écrit au préfet de Vaucluse pour la revitalisation du site de Malaucène.

Le syndicat CGT des Papeteries de Malaucène a modifié ses statuts pour déménager vers l'union locale de Vaison-la-Romaine.

Une mutation rendue obligatoire du fait de l'arrêt de l'usine, mais qui continue d'exister puisque les personnels protégés sont toujours là.

Joël Charbonnel : « J'ai demandé à visiter le poste »

A 57 ans, Joël Charbonnel s'est vu proposer un poste d'imprimeur en Pologne dans le cadre de son reclassement suite à la fermeture de l'usine de Malaucène où il est délégué du personnel. « J'ai demandé à la direction à visiter le poste en Pologne avec mon épouse. Cette possibilité est inscrite dans le plan de sauvegarde de

l'emploi signé par Schweitzer-Mauduit. Pour moi, ce n'est pas une proposition sérieuse et 450 euros par mois, moins encore. Ce n'est pas dans les intentions de la direction de nous envoyer là-bas. D'ailleurs quand on leur en a parlé, ils ont répondu pourquoi pas aux Philippines aussi ?

Mais ça fait partie des

Cette décision a été prise en assemblée générale.

Au cours de cette réunion, Jean-Marc Moulin, porte-parole du syndicat de l'ancienne usine de Malaucène, a rendu compte du déplacement sur Quimperlé de huit salariés protégés.

La maison mère de Schweitzer-Mauduit propriétaire des lieux avait convoqué des salariés pour leur proposer un reclassement en Pologne où la société américaine a l'intention d'installer quatre sites.

Par le contenu des entretiens et des postes d'imprimerie proposés, le syndicaliste démontre que le LIP (lower ignition propensity), testé et développé à Malaucène, sera relancé dans le pays de Chopin.

L'usine continue d'être démontée à huis clos par des sociétés allemandes et polonaises

Du côté de la direction, on ne conteste pas, même on annonce que neuf postes sont à pourvoir à Quimperlé et douze en Pologne, payés aux salaires locaux soit quelque 450 euros mensuels. Elle ajoute aussi que les machines sont soit vendues, soit à vendre.

D'ailleurs, le démontage mené par des sociétés allemandes et polonaises, continue à huis clos, confirme les dires de la direction.

Le syndicat CGT de Malaucène se prépare aussi aux prochains combats contre l'entreprise mère.

Ça se passera aux Prud'hommes d'Orange les 1^{er} pour les anciens de la machine à papier arrêté le 1^{er} avril 2009 et 9 juin pour les 211 salariés concernés par la fermeture de l'usine dont l'annonce a été faite le 17 avril de la même année.

Un autre rendez-vous juridique attend les représentants des papetiers au tribunal administratif de Nîmes cette fois. Il devra statuer sur le recours envers la décision du ministre du Travail qui a débouté les salariés protégés en reconnaissant le bien-fondé des licenciements économiques. Une décision prise hors délais légaux.

Analyse et retard du représentant du gouvernement que les employés contestent.

En attendant, Thierry Georges, secrétaire de l'union locale a envoyé hier une lettre au préfet de Vaucluse pour lui demander où en est le dossier de revitalisation des Papeteries.

Il souligne que le dossier présenté à la presse avec à ses côtés le PDG de Schweitzer-Mauduit et celui qu'il a entre les mains signé dans le cadre du plan de sauvegarde de l'emploi, est bien différent avec quelque 300 000 euros de moins sur 1,2 million d'euros initialement prévus.

Bruno ALBERRO



Joël Charbonnel confie qu'on lui a proposé 450 euros par mois pour travailler en Pologne.